

Chapitre 1

ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Regards sur l'évolution de l'emploi dans les nouveaux pays Membres de l'OCDE

Résumé

Au milieu des années 90, cinq pays ont adhéré à l'OCDE : la République tchèque, la Hongrie, la Corée, le Mexique et la Pologne. Ce chapitre examine l'évolution au cours de la décennie de quelques indicateurs de la population active de ces pays et la compare à la moyenne des 24 autres pays de l'OCDE. Cette étude de l'évolution globale de l'emploi dans le temps est complétée par des données relatives à la composition de celui-ci, en fonction de diverses caractéristiques, à la fin des années 90.

La décennie écoulée a été dans tous les nouveaux pays Membres une période de mutation économique rapide, avec les tensions que cela implique, et leurs statistiques du marché du travail dénotent des changements structurels majeurs en même temps qu'une résilience considérable dans un contexte souvent difficile. Certaines évolutions ont été encourageantes : en Hongrie, en Corée et en Pologne, la croissance de la production par personne employée a été supérieure à la moyenne, et au Mexique le taux d'emploi de la population d'âge actif a sensiblement augmenté. D'autres évolutions ont été moins positives : baisse des taux d'emploi en République tchèque, en Hongrie et en Pologne et recul de la production par personne employée en République tchèque et au Mexique. En 1998, les cinq pays restaient groupés vers le bas du classement des pays de l'OCDE pour la production par habitant, en raison de la faiblesse à la fois de l'emploi (sauf en République tchèque) et de la production par personne employée.

La République tchèque, la Hongrie et la Pologne restent marquées par des concentrations supérieures à la moyenne de l'emploi dans l'industrie, dans les catégories professionnelles correspondantes et dans les grandes entreprises, séquelles de l'ancienne économie centralement planifiée. En Corée, au Mexique et en Pologne, une part importante de l'emploi se situe dans l'agriculture et les activités connexes. Dans les cinq pays, les concentrations de l'emploi sont inférieures à la moyenne dans l'ensemble du secteur des services, bien qu'elles soient relativement élevées en Corée et au Mexique dans certains sous-secteurs. Sous plusieurs aspects de la composition de l'emploi par branche et par catégorie professionnelle, les cinq nouveaux pays Membres affichent un écart important par rapport à la moyenne de l'OCDE, mais cet écart semble s'amenuiser. On constate en particulier un important déplacement de main-d'œuvre de l'agriculture vers les services, qui pourrait contribuer ultérieurement à relever le chiffre de la production par travailleur.

Introduction

La reprise de l'activité économique mondiale après la crise qui a frappé en 1997-98 les économies de marché émergentes a été plus forte que prévu. En 1999, l'économie américaine a continué de croître à un rythme relativement rapide (tableau 1.1). Dans la zone européenne de l'OCDE, la croissance s'est un peu ralentie et a été moitié

moins forte qu'en Amérique du Nord, mais néanmoins plus forte que prévu. La Corée a connu une nette reprise, enregistrant la plus forte croissance de l'OCDE. Au Japon et en Nouvelle-Zélande, après un recul en 1998, le PIB réel a retrouvé une croissance positive, toutefois encore faible au Japon. Parmi les pays de l'OCDE, seules la Turquie et la République tchèque ont accusé un recul du PIB réel.

Tableau 1.1. Croissance du volume du PIB dans les pays de l'OCDE^{a, b}

Variation annuelle, en pourcentage

| | Part dans le PIB total de l'OCDE 1995 | Moyenne 1987-1997 | 1998 | 1999 | Prévisions | |
|--------------------------------|--|----------------------|------------|------------|------------|------------|
| | | | | | 2000 | 2001 |
| Australie | 1.8 | 3.3 | 5.1 | 4.4 | 3.9 | 3.7 |
| Autriche | 0.8 | 2.4 | 2.9 | 2.2 | 3.0 | 3.1 |
| Belgique | 1.1 | 2.3 | 2.7 | 2.5 | 3.6 | 3.2 |
| Canada | 3.3 | 2.2 | 3.1 | 4.2 | 4.3 | 3.0 |
| République tchèque | 0.6 | .. | -2.3 | -0.2 | 1.4 | 2.3 |
| Danemark | 0.6 | 1.8 | 2.5 | 1.6 | 2.2 | 2.4 |
| Finlande | 0.5 | 1.5 | 5.0 | 3.5 | 5.4 | 4.8 |
| France | 5.7 | 1.9 | 3.2 | 2.9 | 3.7 | 2.9 |
| Allemagne ^c | 8.3 | 3.3 | 2.2 | 1.5 | 2.9 | 3.0 |
| Grèce | 0.6 | 2.0 | 3.7 | 3.2 | 3.8 | 3.9 |
| Hongrie | 0.4 | .. | 4.9 | 4.5 | 5.2 | 5.0 |
| Islande | 0.0 | 1.4 | 4.7 | 4.4 | 3.7 | 2.7 |
| Irlande | 0.3 | 6.1 | 8.9 | 8.7 | 9.9 | 8.0 |
| Italie | 5.5 | 1.8 | 1.5 | 1.4 | 2.9 | 3.1 |
| Japon | 13.6 | 3.0 | -2.5 | 0.3 | 1.7 | 2.2 |
| Corée | 2.9 | 7.4 | -6.7 | 10.7 | 8.5 | 6.0 |
| Luxembourg | 0.1 | 5.9 | 5.0 | 4.9 | 5.6 | 5.3 |
| Mexique | 3.0 | 3.0 | 4.8 | 3.7 | 4.8 | 5.0 |
| Pays-Bas | 1.6 | 2.9 | 3.7 | 3.6 | 4.3 | 4.0 |
| Nouvelle-Zélande | 0.3 | 2.0 | -0.6 | 3.9 | 4.2 | 3.0 |
| Norvège | 0.5 | 3.1 | 2.0 | 0.9 | 3.4 | 2.8 |
| Pologne | 1.3 | .. | 4.8 | 4.0 | 5.0 | 4.8 |
| Portugal | 0.6 | 3.0 | 3.9 | 3.0 | 3.6 | 3.4 |
| Espagne | 2.8 | 2.6 | 4.0 | 3.7 | 4.3 | 3.9 |
| Suède | 0.8 | 1.2 | 3.0 | 3.8 | 4.4 | 3.0 |
| Suisse | 0.9 | 1.3 | 2.1 | 1.7 | 2.8 | 2.6 |
| Turquie | 1.7 | 4.2 | 3.1 | -5.0 | 4.2 | 3.9 |
| Royaume-Uni | 5.2 | 2.2 | 2.2 | 2.1 | 2.9 | 2.3 |
| États-Unis | 35.3 | 2.9 | 4.3 | 4.2 | 4.9 | 3.0 |
| OCDE Europe^d | 39.9 | 2.4 | 2.7 | 2.0 | 3.5 | 3.2 |
| UE | 34.5 | 2.4 | 2.7 | 2.3 | 3.4 | 3.1 |
| Total OCDE^d | 100.0 | 2.8 | 2.4 | 3.0 | 4.0 | 3.1 |

.. Données non disponibles.

a) Les méthodes de prévisions du Secrétariat de l'OCDE ainsi que les concepts et sources statistiques utilisés sont amplement décrits dans le document « Sources et méthodes : Perspectives économiques de l'OCDE » qui peut être consulté sur le site Internet de l'OCDE (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

b) Les agrégats sont calculés sur la base des pondérations du PIB de 1995 exprimées en parités de pouvoir d'achat de 1995.

c) Le taux de croissance moyen a été calculé en reliant les données de l'Allemagne dans son ensemble à celles de l'Allemagne occidentale avant 1992.

d) Les moyennes pour 1987-1997 excluent la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

Source : OCDE (2000), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 67, juin.

La section I donne un aperçu général de l'évolution récente et des perspectives de l'économie, plus particulièrement dans le domaine du marché du travail. La section II examine, en s'appuyant sur quelques indicateurs de la population active, l'évolution de l'emploi dans les nouveaux pays Membres au cours des années 90. Elle considère les tendances globales de l'emploi en fonction du contexte macro-économique, puis examine la composition de l'emploi et en montre les implications au plan des efforts à déployer par les nouveaux pays Membres pour rattraper les économies du reste de l'OCDE.

I. Évolutions récentes et perspectives

A. Les perspectives économiques d'ici 2001

Dans la zone de l'OCDE, la croissance du PIB réel devrait, selon les projections, atteindre en 2000 4 pour cent, ce qui serait la meilleure performance depuis 1988. En 2001, il est probable qu'elle redescendra à environ 3 pour cent. Tous les pays de l'OCDE devraient au cours de ces deux années connaître une croissance positive, particulièrement forte en Irlande et en Corée. Aux États-Unis,

la croissance de la production devrait ralentir en 2001, face au durcissement des conditions financières – et notamment à de nouveaux relèvements des taux d'intérêt – et à la détente des marchés boursiers. L'expansion économique de l'Union européenne devrait dépasser 3 pour cent dans les deux années qui viennent. La demande intérieure devrait être dopée par la croissance de l'emploi et des revenus réels disponibles, tandis que la dépréciation de l'euro devrait entraîner une montée des exportations. Au Japon, une légère reprise devrait intervenir grâce au renforcement des exportations et, après une phase prolongée de restructurations et une remontée des bénéfices, à une reprise de l'investissement et de la constitution de stocks dans les entreprises.

B. L'emploi et le chômage

En 1999, le rythme général de croissance de l'emploi dans la zone de l'OCDE n'a pas sensiblement changé par rapport à l'année précédente (tableau 1.2). C'est à nouveau l'Irlande qui a enregistré le taux le plus fort des pays de l'OCDE (5.8 pour cent), malgré un sensible ralentissement à partir de 1998. Après une bonne performance en 1998, le Luxembourg et l'Espagne sont aussi restés parmi les pays de tête en 1999, avec une croissance de l'emploi supérieure à 4 pour cent. En Amérique du Nord, le rythme a continué à être plus rapide qu'en Europe, et l'écart devrait se creuser en 2000. En 2001, toutefois, avec le ralentissement de la croissance de la production, les gains d'emploi devraient y être inférieurs à ceux des pays européens de l'OCDE. La reprise économique en Corée s'est accompagnée en 1999 d'une légère augmentation de l'emploi, mais celle-ci devrait s'accélérer en 2000-2001. La République tchèque a accusé en 1999 une perte d'emplois de 2.3 pour cent, tandis que le Japon et la Pologne en perdaient moins de 1 pour cent. Le recul de l'emploi en République tchèque devrait se poursuivre en 2000-2001, mais on s'attend d'ici à la fin de la période à une légère reprise au Japon et en Pologne.

Le renforcement de l'activité économique dans la zone de l'OCDE a entraîné en 1999 une baisse de trois dixièmes de points du taux de chômage global, qui devrait se poursuivre dans les deux années qui viennent pour atteindre environ 6 pour cent de la population active en 2001, soit 31 ¼ millions de personnes (tableau 1.3). Ce recul d'environ 3 millions du nombre de chômeurs reflète des baisses particulièrement importantes du chômage dans l'Union européenne et en Corée. Malgré cela, quatre pays européens Membres de l'OCDE continueront d'afficher un chômage à deux chiffres en 2001. Les projections de l'OCDE indiquent que le taux de chômage aux États-Unis

pourrait monter à environ 4.2 pour cent d'ici 2001, tandis qu'au Japon il devrait se maintenir à 4.8 pour cent environ, son niveau le plus haut depuis les années 50.

C. Rémunérations et coûts de main-d'œuvre

Dans la zone de l'OCDE, mis à part les pays à forte inflation, le taux de croissance des rémunérations par salarié dans le secteur privé a augmenté d'un peu moins d'un demi-point en 1999 et devrait augmenter d'un peu plus d'un demi-point d'ici 2001 (tableau 1.4). En revanche, les pays à forte inflation indiqués dans le tableau (Grèce, Hongrie et Pologne) ont accusé une baisse en 1999 et devraient enregistrer de nouvelles baisses d'ici la fin de la période. Ils ont aussi connu une baisse importante du taux d'accroissement des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur privé en 1999, phénomène qui devrait se poursuivre dans les deux années qui viennent. Dans la zone de l'OCDE, à l'exclusion des pays à forte inflation, l'augmentation moyenne des coûts unitaires de main-d'œuvre s'est légèrement ralentie en 1999, malgré une accélération dans plusieurs pays, notamment l'Italie, la Corée et les Pays-Bas. Ces coûts ont diminué de 1.5 pour cent au Japon et n'ont que faiblement augmenté aux États-Unis malgré un marché du travail très tendu. Une légère accélération du rythme d'augmentation de ces coûts est projetée pour la zone de l'OCDE, à l'exclusion des pays à forte inflation, en moyenne d'ici la fin de la période ; elle devrait atteindre ou dépasser un point en Australie, au Canada, en Corée, en Espagne, en Nouvelle-Zélande et en Suède.

II. L'évolution de l'emploi dans les nouveaux pays Membres de l'OCDE entre 1989 et 1999

A. Introduction

Au milieu des années 90, pour la première fois depuis 21 ans, l'OCDE a accueilli cinq nouveaux Membres – la République tchèque, la Hongrie, la Corée, le Mexique et la Pologne¹. On passera ici en revue quelques changements intervenus au cours de la décennie dans la population active de ces pays, puis on comparera l'évolution du niveau et de la composition de l'emploi à la moyenne du reste de l'OCDE².

B. Aperçu macroéconomique

Le tableau 1.5 indique la production par habitant (sur la base des parités de pouvoir d'achat) des pays Membres de l'OCDE, représentée par le produit de la mobilisation de l'offre potentielle de main-d'œuvre (c'est-à-dire le

Tableau 1.2. Croissance de l'emploi et de la population active dans les pays de l'OCDE^a

Variation annuelle, en pourcentage

| | Emploi | | | | | Population active | | | | | | |
|--------------------------------|---------------------------|-------------------|------------|------------|------------|-------------------|---------------------------|-------------------|------------|------------|------------|------------|
| | Niveau en 1998 (milliers) | Moyenne 1987-1997 | 1998 | 1999 | Prévisions | | Niveau en 1998 (milliers) | Moyenne 1987-1997 | 1998 | 1999 | Prévisions | |
| | | | | | 2000 | 2001 | | | | | 2000 | 2001 |
| Australie | 8 617 | 1.7 | 1.8 | 1.9 | 1.9 | 1.9 | 9 364 | 1.7 | 1.2 | 1.0 | 1.4 | 1.6 |
| Autriche | 3 962 | 0.7 | 0.9 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 4 200 | 0.8 | 1.0 | 1.0 | 1.1 | 0.9 |
| Belgique | 3 855 | 0.4 | 1.2 | 0.9 | 1.4 | 1.4 | 4 260 | 0.3 | 1.3 | 0.3 | 0.6 | 0.8 |
| Canada | 14 139 | 1.0 | 2.6 | 2.8 | 2.5 | 1.6 | 15 416 | 1.1 | 1.8 | 2.0 | 1.6 | 1.5 |
| République tchèque | 4 818 | .. | -1.4 | -2.3 | -1.5 | -0.2 | 5 153 | .. | 0.4 | 0.2 | 0.1 | 0.0 |
| Danemark | 2 685 | -0.1 | 2.1 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 2 867 | -0.1 | 0.7 | -0.2 | 0.7 | 0.7 |
| Finlande | 2 222 | -1.1 | 2.4 | 3.3 | 2.3 | 1.8 | 2 508 | -0.3 | 1.0 | 1.9 | 1.1 | 0.9 |
| France | 22 842 | 0.3 | 1.1 | 2.0 | 2.3 | 2.0 | 25 900 | 0.5 | 0.4 | 1.2 | 0.9 | 0.8 |
| Allemagne ^b | 35 994 | 2.9 | 0.4 | 0.3 | 0.5 | 0.9 | 39 709 | 3.1 | -0.2 | -0.1 | -0.1 | 0.0 |
| Grèce | 3 921 | 0.5 | 3.4 | 1.0 | 1.2 | 1.4 | 4 400 | 0.8 | 4.7 | 0.8 | 0.8 | 0.8 |
| Hongrie | 3 619 | .. | 1.5 | 3.1 | 2.7 | 2.0 | 3 932 | .. | 0.4 | 2.1 | 2.0 | 1.8 |
| Islande | 133 | -0.2 | 3.4 | 2.7 | 1.4 | 1.0 | 137 | 0.1 | 2.2 | 1.8 | 1.2 | 1.2 |
| Irlande | 1 521 | 2.4 | 10.2 | 5.8 | 5.6 | 3.8 | 1 646 | 1.6 | 6.9 | 3.5 | 3.5 | 3.5 |
| Italie | 20 242 | -0.3 | 1.1 | 1.2 | 1.5 | 1.3 | 22 987 | -0.1 | 1.2 | 0.8 | 0.9 | 0.8 |
| Japon | 65 144 | 1.0 | -0.7 | -0.8 | -0.1 | 0.3 | 67 933 | 1.1 | 0.1 | -0.2 | 0.0 | 0.3 |
| Corée | 19 927 | 2.6 | -5.3 | 1.5 | 3.7 | 2.1 | 21 390 | 2.5 | -1.0 | 0.9 | 1.8 | 1.6 |
| Luxembourg | 236 | 3.0 | 4.3 | 5.0 | 4.6 | 4.3 | 179 | 1.1 | 1.6 | 2.3 | 1.9 | 1.9 |
| Mexique | 18 416 | 4.5 | 4.9 | 3.2 | 2.6 | 2.6 | 19 018 | 4.4 | 4.3 | 2.5 | 2.5 | 2.6 |
| Pays-Bas | 6 609 | 2.0 | 3.3 | 3.0 | 2.5 | 2.2 | 6 895 | 1.7 | 1.8 | 1.9 | 1.8 | 1.8 |
| Nouvelle-Zélande | 1 725 | 1.1 | -0.6 | 1.5 | 2.0 | 1.4 | 1 864 | 1.4 | 0.3 | 0.8 | 1.3 | 1.3 |
| Norvège | 2 249 | 0.3 | 2.5 | 0.5 | 0.1 | 0.3 | 2 323 | 0.5 | 1.6 | 0.5 | 0.4 | 0.4 |
| Pologne | 15 849 | .. | 1.9 | -0.2 | -0.5 | 0.8 | 17 606 | .. | 0.1 | 2.1 | 0.8 | 0.8 |
| Portugal | 4 493 | 1.1 | 4.6 | 1.8 | 1.5 | 1.3 | 4 732 | 1.0 | 2.7 | 1.1 | 1.1 | 1.1 |
| Espagne | 13 205 | 0.8 | 3.4 | 4.6 | 3.1 | 2.4 | 16 265 | 1.0 | 0.9 | 1.0 | 0.9 | 0.9 |
| Suède | 3 978 | -1.0 | 1.5 | 2.2 | 1.9 | 1.4 | 4 256 | -0.3 | -0.2 | 1.2 | 1.0 | 0.8 |
| Suisse | 3 848 | 0.8 | 1.2 | 0.6 | 1.2 | 1.2 | 3 988 | 1.2 | -0.1 | -0.5 | 0.5 | 1.1 |
| Turquie | 21 594 | 1.4 | 2.8 | 2.2 | 2.1 | 2.0 | 23 048 | 1.2 | 2.7 | 3.3 | 2.0 | 2.0 |
| Royaume-Uni | 27 212 | 0.6 | 1.2 | 1.0 | 0.9 | 0.5 | 29 024 | 0.3 | 0.5 | 0.7 | 0.7 | 0.6 |
| États-Unis | 131 463 | 1.4 | 1.5 | 1.5 | 2.1 | 1.0 | 137 665 | 1.3 | 1.0 | 1.2 | 1.8 | 1.2 |
| OCDE Europe^c | 205 093 | 0.9 | 1.6 | 1.4 | 1.3 | 1.3 | 226 013 | 1.0 | 0.9 | 1.1 | 0.8 | 0.8 |
| UE | 152 982 | 1.0 | 1.5 | 1.6 | 1.5 | 1.3 | 169 826 | 1.1 | 0.8 | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| Total OCDE^c | 464 522 | 1.3 | 1.1 | 1.3 | 1.5 | 1.2 | 498 662 | 1.3 | 0.9 | 1.0 | 1.1 | 1.0 |

.. Données non disponibles.

a) Voir la note a) du tableau 1.1.

b) Le taux de croissance moyen a été calculé en reliant les données de l'Allemagne dans son ensemble à celles de l'Allemagne occidentale avant 1992.

c) Les moyennes pour 1987-1997 excluent la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

Source : OCDE (2000), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 67, juin.

Tableau 1.3. Le chômage dans les pays de l'OCDE^a

| | Pourcentage de la population active | | | | | Millions | | | | |
|--------------------------------|-------------------------------------|-------------|------------|------------|------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Moyenne 1987-1997 | 1998 | 1999 | Prévisions | | Moyenne 1987-1997 | 1998 | 1999 | Prévisions | |
| | | | | 2000 | 2001 | | | | 2000 | 2001 |
| Australie | 8.6 | 8.0 | 7.2 | 6.7 | 6.4 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.6 | 0.6 |
| Autriche | 4.8 | 5.7 | 5.3 | 5.0 | 4.5 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Belgique | 8.6 | 9.5 | 9.0 | 8.3 | 7.8 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.3 |
| Canada | 9.4 | 8.3 | 7.6 | 6.8 | 6.6 | 1.4 | 1.3 | 1.2 | 1.1 | 1.1 |
| République tchèque | .. | 6.5 | 8.8 | 10.2 | 10.5 | .. | 0.3 | 0.5 | 0.5 | 0.5 |
| Danemark | 9.7 | 6.4 | 5.5 | 5.4 | 5.4 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Finlande | 9.9 | 11.4 | 10.2 | 9.2 | 8.5 | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.2 | 0.2 |
| France | 10.8 | 11.8 | 11.1 | 9.8 | 8.8 | 2.7 | 3.1 | 2.9 | 2.6 | 2.3 |
| Allemagne | 7.6 | 9.3 | 9.0 | 8.5 | 7.7 | 2.8 | 3.7 | 3.6 | 3.4 | 3.0 |
| Grèce | 8.6 | 10.9 | 10.7 | 10.3 | 9.8 | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.4 |
| Hongrie | .. | 8.0 | 7.1 | 6.5 | 6.2 | .. | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Islande | 2.9 | 2.8 | 1.9 | 1.7 | 1.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Irlande | 14.5 | 7.6 | 5.5 | 3.6 | 3.3 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Italie | 10.4 | 11.9 | 11.5 | 11.0 | 10.5 | 2.4 | 2.7 | 2.7 | 2.6 | 2.5 |
| Japon | 2.7 | 4.1 | 4.7 | 4.8 | 4.8 | 1.7 | 2.8 | 3.2 | 3.2 | 3.2 |
| Corée | 2.5 | 6.8 | 6.3 | 4.5 | 4.1 | 0.5 | 1.5 | 1.4 | 1.0 | 0.9 |
| Luxembourg | 2.1 | 3.1 | 2.9 | 2.8 | 2.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Mexique | 3.7 | 3.2 | 2.5 | 2.4 | 2.4 | 0.5 | 0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.5 |
| Pays-Bas | 6.6 | 4.2 | 3.2 | 2.5 | 2.1 | 0.4 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Nouvelle-Zélande | 7.4 | 7.5 | 6.8 | 6.1 | 6.0 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Norvège | 4.7 | 3.2 | 3.2 | 3.5 | 3.6 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Pologne | .. | 10.0 | 12.0 | 13.1 | 13.1 | .. | 1.8 | 2.2 | 2.4 | 2.4 |
| Portugal | 6.0 | 5.0 | 4.4 | 4.1 | 4.0 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Espagne | 19.7 | 18.8 | 15.9 | 14.1 | 12.9 | 3.0 | 3.1 | 2.6 | 2.3 | 2.2 |
| Suède | 5.0 | 6.5 | 5.6 | 4.8 | 4.3 | 0.2 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Suisse | 2.7 | 3.9 | 3.0 | 2.7 | 2.7 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Turquie | 7.7 | 6.3 | 7.3 | 7.2 | 7.2 | 1.7 | 1.5 | 1.7 | 1.7 | 1.8 |
| Royaume-Uni | 8.3 | 6.2 | 5.9 | 5.7 | 5.8 | 2.4 | 1.8 | 1.7 | 1.7 | 1.7 |
| États-Unis | 6.0 | 4.5 | 4.2 | 4.0 | 4.2 | 7.7 | 6.2 | 5.9 | 5.6 | 6.0 |
| OCDE Europe^b | 9.3 | 9.3 | 9.0 | 8.6 | 8.1 | 17.6 | 21.0 | 20.6 | 19.7 | 18.8 |
| UE | 9.7 | 10.0 | 9.2 | 8.5 | 7.9 | 15.8 | 16.9 | 15.8 | 14.6 | 13.7 |
| Total OCDE^b | 6.8 | 6.9 | 6.6 | 6.3 | 6.1 | 30.3 | 34.2 | 33.5 | 31.9 | 31.3 |

.. Données non disponibles.

a) Voir la note a) du tableau 1.1.

b) Les moyennes pour 1987-1997 excluent la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

Source : OCDE (2000), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 67, juin.

Tableau 1.4. Coûts de main-d'œuvre dans les pays de l'OCDE^{a, b}, secteur privé

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

| | Rémunération par salarié | | | | | Coûts unitaires de main-d'œuvre | | | | |
|---|--------------------------|------------|------------|------------|------------|---------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| | Moyenne 1987-1997 | 1998 | 1999 | Prévisions | | Moyenne 1987-1997 | 1998 | 1999 | Prévisions | |
| | | | | 2000 | 2001 | | | | 2000 | 2001 |
| Australie | 4.6 | 2.6 | 2.5 | 4.0 | 3.8 | 2.8 | -1.0 | -0.1 | 2.1 | 1.9 |
| Autriche | 3.8 | 3.1 | 2.1 | 1.8 | 2.5 | 1.6 | 0.9 | 1.2 | 0.0 | 0.6 |
| Belgique | 3.8 | 1.8 | 2.4 | 2.4 | 2.7 | 1.9 | 0.3 | 0.5 | 0.0 | 0.8 |
| Canada | 3.9 | 2.4 | 2.2 | 3.0 | 3.3 | 2.6 | 2.1 | 0.7 | 1.2 | 2.0 |
| République tchèque | .. | 9.6 | 7.2 | 5.3 | 6.4 | .. | 10.7 | 4.9 | 2.2 | 3.6 |
| Danemark | 4.4 | 4.8 | 4.2 | 3.9 | 3.4 | 2.1 | 4.5 | 3.3 | 2.1 | 1.3 |
| Finlande | 5.1 | 5.2 | 2.6 | 4.1 | 4.9 | 1.2 | 2.1 | 2.9 | 1.0 | 1.9 |
| France | 2.9 | 1.8 | 1.8 | 1.7 | 2.2 | 0.9 | -0.4 | 0.8 | 0.3 | 1.3 |
| Allemagne ^c | 2.5 | 1.3 | 1.8 | 1.8 | 2.3 | 2.1 | -0.5 | 0.5 | -0.8 | -0.1 |
| Grèce | 14.0 | 4.9 | 4.6 | 4.5 | 4.6 | 12.1 | 4.6 | 2.1 | 1.6 | 1.9 |
| Hongrie | .. | 16.4 | 9.2 | 11.2 | 8.3 | .. | 12.7 | 8.4 | 9.2 | 5.6 |
| Islande | 10.1 | 6.3 | 6.2 | 6.6 | 6.8 | .. | .. | .. | .. | .. |
| Irlande | 3.9 | 2.5 | 6.1 | 6.9 | 7.2 | -0.1 | 4.0 | 2.9 | 2.3 | 2.7 |
| Italie | 6.0 | -1.2 | 2.2 | 2.7 | 2.9 | 3.8 | -1.6 | 1.8 | 0.9 | 0.8 |
| Japon | 2.2 | -1.0 | -0.3 | 0.2 | 0.4 | 0.1 | 1.2 | -1.5 | -1.7 | -1.6 |
| Corée | 12.8 | -1.3 | 11.8 | 9.0 | 8.3 | 7.2 | 0.1 | 2.0 | 4.1 | 4.2 |
| Pays-Bas | 2.5 | 2.1 | 3.6 | 3.9 | 3.7 | 1.1 | 1.2 | 2.6 | 1.6 | 1.4 |
| Nouvelle-Zélande | 3.0 | 2.4 | 2.4 | 2.9 | 3.1 | 2.1 | 1.8 | 0.4 | 0.6 | 1.4 |
| Norvège | 4.1 | 7.2 | 5.6 | 4.5 | 4.8 | 1.9 | 6.1 | 4.8 | 2.7 | 2.0 |
| Pologne | .. | 14.3 | 11.6 | 8.7 | 6.4 | .. | 9.7 | 5.8 | 2.2 | 2.0 |
| Portugal | 10.2 | 4.5 | 4.3 | 4.8 | 5.0 | 7.7 | 5.6 | 2.9 | 2.4 | 2.6 |
| Espagne | 6.3 | 2.3 | -0.5 | 3.5 | 3.7 | 4.2 | 1.8 | 0.5 | 2.2 | 2.0 |
| Suède | 6.2 | 4.4 | 1.9 | 3.6 | 4.9 | 3.7 | 2.6 | 0.7 | 0.7 | 2.8 |
| Suisse | 3.5 | 0.8 | 1.5 | 2.6 | 2.9 | 2.4 | -0.1 | 0.7 | 0.5 | 1.2 |
| Royaume-Uni | 5.8 | 6.9 | 5.4 | 5.8 | 5.8 | 4.4 | 5.9 | 4.2 | 3.6 | 3.7 |
| États-Unis | 3.6 | 4.9 | 4.4 | 4.4 | 4.8 | 2.3 | 2.6 | 1.8 | 1.2 | 2.6 |
| OCDE Europe^{d, e} | 4.5 | 3.0 | 3.0 | 3.4 | 3.6 | 2.9 | 1.7 | 1.9 | 1.1 | 1.5 |
| UE^e | 4.5 | 2.3 | 2.5 | 3.0 | 3.3 | 2.9 | 1.1 | 1.6 | 1.0 | 1.4 |
| Total OCDE moins les pays à forte inflation^{e, f} | 4.0 | 2.7 | 3.1 | 3.4 | 3.7 | 2.3 | 1.8 | 1.3 | 0.8 | 1.6 |
| Total OCDE^{d, e} | 4.1 | 3.0 | 3.3 | 3.5 | 3.7 | 2.4 | 1.9 | 1.3 | 0.8 | 1.5 |

.. Données non disponibles.

a) Voir la note a) du tableau 1.1.

b) Les agrégats sont calculés sur la base des pondérations du PIB de 1995 exprimées en parités de pouvoir d'achat de 1995.

c) Le taux de croissance moyen a été calculé en reliant les données de l'Allemagne dans son ensemble à celles de l'Allemagne occidentale avant 1992.

d) Les moyennes pour 1987-1997 excluent la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

e) Pays indiqués.

f) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation mesurée par l'indice implicite des prix du PIB a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90. Ainsi, la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclues du total.

Source : OCDE (2000), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, juin.

Tableau 1.5. **Emploi, productivité et production par habitant (PIB), 1998**

Production aux prix courants du marché sur la base des PPA, en dollars EU

| Pays ^a | Rapport emploi/population ^b | × | Production par personne en activité | = | Production par habitant |
|-------------------------------|--|---|-------------------------------------|---|-------------------------|
| Luxembourg | 53.6 | | 64 742 | | 34 701 |
| États-Unis | 48.9 | | 62 214 | | 30 394 |
| Allemagne | 50.1 | | 55 002 | | 27 569 |
| Norvège | 54.2 | | 49 117 | | 26 611 |
| Suisse | 50.2 | | 52 426 | | 26 297 |
| Danemark | 54.0 | | 48 682 | | 26 297 |
| Islande | 47.3 | | 52 276 | | 24 716 |
| Canada | 51.2 | | 47 112 | | 24 106 |
| Japon | 37.1 | | 65 053 | | 24 103 |
| Belgique | 45.7 | | 52 562 | | 24 003 |
| Autriche | 47.3 | | 48 781 | | 23 073 |
| Pays-Bas | 43.5 | | 52 563 | | 22 887 |
| Australie | 45.5 | | 49 848 | | 22 697 |
| Irlande | 40.4 | | 55 585 | | 22 429 |
| France | 38.5 | | 57 440 | | 22 089 |
| Italie | 35.4 | | 62 187 | | 21 999 |
| Finlande | 42.9 | | 50 474 | | 21 677 |
| Royaume-Uni | 45.0 | | 47 186 | | 21 218 |
| Suède | 45.0 | | 47 029 | | 21 162 |
| Nouvelle-Zélande | 44.3 | | 40 193 | | 17 801 |
| Espagne | 33.4 | | 50 129 | | 16 743 |
| Portugal | 48.4 | | 31 475 | | 15 242 |
| Grèce | 37.2 | | 38 728 | | 14 411 |
| Corée | 42.9 | | 31 557 | | 13 543 |
| République tchèque | 46.8 | | 28 038 | | 13 133 |
| Hongrie | 34.2 | | 30 834 | | 10 530 |
| Pologne | 39.7 | | 20 104 | | 7 989 |
| Mexique | 37.1 | | 21 442 | | 7 953 |
| Turquie | 32.5 | | 20 659 | | 6 723 |
| Autres pays OCDE ^c | 44.6 | | 52 997 | | 23 637 |

a) Les pays sont indiqués dans l'ordre décroissant de la production par habitant; les cinq nouveaux pays Membres sont indiqués en couleur.

b) Calculé sur la base de l'emploi total et de la population totale.

c) « Autres pays OCDE » désigne la moyenne des 24 pays Membres de l'Organisation avant 1994.

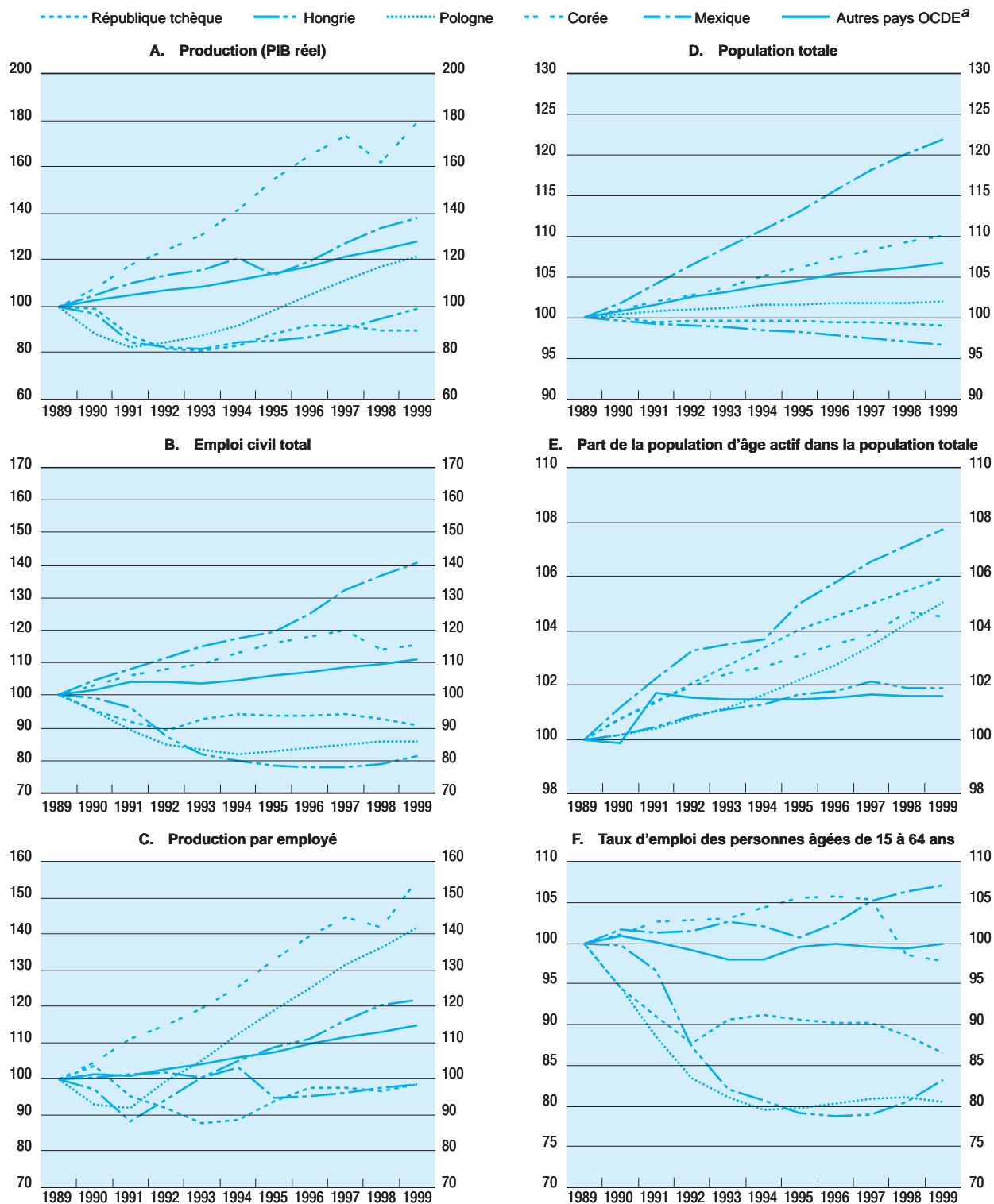
Source : Emploi : OCDE, *Statistiques de la population active*; Population : OCDE, *Principaux indicateurs économiques* sauf pour la Belgique et la Grèce pour lesquelles des estimations ont été établies à partir d'une comparaison des principaux indicateurs économiques et des tendances de la base des données des Nations Unies sur la population pour 1998; Production : OCDE *en chiffres* (1999).

rapport de l'emploi à la population totale) et du PIB par personne employée. On constate que les nouveaux pays Membres de l'OCDE sont groupés vers le bas de l'échelle. L'augmentation future de la production par habitant dépendra de la croissance soit de l'emploi soit du PIB par personne employée. A l'exception de la République tchèque, les nouveaux pays Membres affichent des taux d'emploi inférieurs à la moyenne. Pour le PIB par personne employée, les cinq nouveaux Membres se situent dans le quartile inférieur (avec le Portugal et la Turquie). Le premier du groupe (la Corée) présente déjà un écart de 19 pour cent par rapport au pays qui le précède au classement (la Grèce). Les écarts entre les nouveaux pays Membres et la moyenne du reste de l'OCDE sont plus marqués pour le PIB par personne employée que pour le rapport emploi/population³.

Le graphique 1.1 présente l'évolution entre 1989 et 1999 du PIB, de la population et de l'emploi⁴. Cette période a été marquée pour les cinq nouveaux pays Membres par une mutation économique rapide, avec les tensions que cela implique; en témoignent les fortes variations des taux de mobilisation de la main-d'œuvre et de la production par travailleur⁵.

Dès le début de la période considérée, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ont complètement transformé leurs systèmes économiques, abandonnant l'économie planifiée pour une économie tournée vers le marché. En tant que pays « en transition », ils ont chacun connu une profonde récession (graphique 1.1, section A). En Pologne, la production (mesurée par le PIB réel) avait chuté de près de 12 pour cent dès 1990. La République

Graphique 1.1. Évolution de la production, de la population et de l'emploi, 1989-99
1989 = 100



a) « Autres pays OCDE » désigne les 24 pays qui étaient Membres de l'OCDE avant 1994.
Sources : Voir annexe 1.A.

tchèque et la Hongrie ont enregistré dans un premier temps des baisses moins fortes, mais en 1991 la chute a été d'environ 12 pour cent dans ces deux pays. La même année, la production polonaise atteignait son point le plus bas ; depuis, la Pologne affiche une reprise continue, marquée par une croissance réelle d'environ 22 pour cent entre 1989 et 1999. En Hongrie, le creux de la production atteint en 1993 a été suivi d'une reprise mais, à la fin de la période, l'économie avait à peine retrouvé son niveau de 1989. En République tchèque, après un début d'embellie au milieu des années 90, la production a de nouveau fléchi en 1998 et 1999. Sur l'ensemble des dix années, les performances des trois pays d'Europe centrale et orientale ont été meilleures que dans beaucoup d'autres pays en transition, mais sans égaler la croissance moyenne de près de 28 pour cent enregistrée par le reste de l'OCDE.

La situation de la République tchèque était tout à fait différente de celle de la Hongrie et de la Pologne, en raison notamment du rythme plus lent des réformes dans les domaines bancaire, de la régulation des marchés des capitaux et du gouvernement d'entreprise. Une particularité de la politique tchèque a consisté à maintenir un accès facile au crédit (notamment auprès des banques nationalisées), de sorte que les entreprises n'ont pas été aussi pressées de se restructurer et de réduire les sureffectifs. La cause immédiate de la récession de 1998 a été la crise de la monnaie de 1997, qui a conduit les autorités à adopter une politique d'austérité monétaire et budgétaire. La situation a été aggravée par les répercussions des crises financières asiatique et russe et une baisse temporaire de confiance des entreprises et des consommateurs. En Hongrie, au contraire, la reprise de 1994 s'est trouvée ensuite renforcée sous l'effet de l'important train de réformes de 1995 (adoption d'un système d'ajustement automatique progressif de taux de change, programme de privatisations et resserrement budgétaire) et de l'approfondissement des réformes structurelles déjà mises en œuvre (notamment dans le secteur bancaire). En 1997, la croissance a commencé à s'accélérer. En Pologne, les importantes mesures de stabilisation et de réforme économique (notamment les mesures de désinflation et la restructuration du secteur bancaire) prises très tôt ont suscité un environnement propice à la création et au développement des entreprises privées. De fait, la croissance polonaise est attribuable, pour une large part, au dynamisme des entreprises privées du secteur manufacturier et des services. En Hongrie comme en Pologne, les crises financières extérieures de 1997-98 ne semblent pas avoir eu d'incidence durable sur la confiance des entreprises et des consommateurs.

Entre 1989 et 1999, la Corée et le Mexique, qui tous deux poursuivent des stratégies de développement orientées vers l'exportation, ont enregistré une croissance géné-

ralement soutenue, entrecoupée par des périodes de crise financière et de récession. Parmi les nouveaux pays Membres, c'est la Corée qui a connu la plus forte croissance. Avec 79 pour cent de croissance cumulée, elle a dépassé de loin la moyenne de 28 pour cent du reste de l'OCDE. Cependant, en 1997, elle a subi une grave crise financière marquée par l'épuisement de ses réserves en devises, une brutale dépréciation du won et une très forte montée des taux d'intérêt. Il s'en est suivi en 1998 une chute de 6.7 pour cent du PIB réel. Au premier trimestre de 1999, néanmoins, la croissance était repartie et la production réelle de l'année a dépassé le niveau d'avant la crise.

Au début des années 90, l'économie coréenne se caractérisait notamment par une politique budgétaire prudente, une épargne et des investissements forts et une grande importance accordée à l'éducation. Cependant, les apports considérables de capitaux et l'influence de l'État sur les banques et les entreprises (par le biais notamment de garanties implicites contre l'insolvabilité) ont conduit à des prises de risques excessives et à des surinvestissements. Pendant que la crise financière s'étendait au reste de l'Asie, à partir de la mi-1997, la Corée s'est en outre trouvée confrontée à une perte de confiance des investisseurs et à des fuites de capitaux qui ont provoqué une grave crise de liquidités. Un accord conclu entre le FMI et la Corée a donc prescrit une politique d'austérité budgétaire et monétaire et une série de réformes microéconomiques destinées à stimuler la concurrence, à accroître la transparence financière et à améliorer le gouvernement d'entreprise. D'autres initiatives sont venues compléter ce dispositif, notamment des mesures visant à accroître la flexibilité du marché du travail et la protection sociale⁶.

Après une période de forte croissance au début des années 90, la crise du peso de la fin de 1994 a plongé l'économie mexicaine dans une grave récession. Entre 1989 et 1995, la croissance est tombée en dessous de la moyenne des autres pays Membres de l'OCDE. Cependant, une reprise vigoureuse et une croissance soutenue de 1996 à 1999 ont permis au Mexique de réaliser, avec une croissance cumulée de 38 pour cent, une performance supérieure à la moyenne sur l'ensemble de la décennie considérée.

Le Mexique a très tôt pris un certain nombre de mesures économiques, afin de déréglementer l'économie et de l'ouvrir à la concurrence, de privatiser les entreprises publiques (notamment les banques commerciales) et de juguler les déficits du secteur public. La politique de libéralisation des échanges a abouti à la conclusion de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) qui est entré en vigueur en 1994. Cependant, les déficits de la balance courante se creusaient et en 1994 l'effondre-

ment du peso entraînait une crise financière généralisée. L'année 1995 a vu la mise en œuvre, avec un soutien international, de mesures de stabilisation, et notamment d'une politique d'austérité budgétaire et monétaire, qui ont aidé à limiter les dégâts et à promouvoir les conditions d'une reprise de la croissance. Depuis, à la rigueur macroéconomique se sont ajoutés un taux de change flottant, des mesures supplémentaires d'ouverture des marchés (notamment dans les domaines ferroviaire et énergétique) et d'autres réformes structurelles encore. De fait, il faut constater que l'économie mexicaine a été en mesure d'éviter une nouvelle récession lors des crises financières asiatique et russe.

Emploi et production par travailleur

L'évolution de l'emploi total a suivi en gros celle de la production, mais avec quelques variantes dues aux variations de la production par travailleur. Comme le montre le graphique 1.1, section B, les trois pays d'Europe centrale et orientale ont enregistré une croissance de l'emploi inférieure à la moyenne, ce qui n'est pas surprenant si l'on considère les fortes contractions initiales de la production, les sureffectifs hérités du système économique précédent et les restructurations économiques en cours. Parmi ces trois pays, c'est en République tchèque que l'emploi a le moins diminué (environ 9 pour cent) au cours de cette période. La Hongrie et la Pologne ont, elles, accusé des baisses d'environ 19 et 14 pour cent respectivement. L'emploi a recommencé à augmenter progressivement en Hongrie en 1998 et en Pologne en 1995. Par contraste, l'emploi en Corée a augmenté d'environ 16 pour cent sur le total de la période, malgré une baisse en fin de période due à la récession. Le Mexique a affiché une performance encore meilleure, avec une croissance de l'emploi de 41 pour cent : cette amélioration ne s'est jamais démentie durant toute cette période, même pendant la crise de 1995. Comme le note l'*Étude économique de l'OCDE* (1996), cela s'explique en grande partie par les modalités particulières de l'ajustement au Mexique, qui se sont traduites par une baisse importante des salaires réels et une augmentation de l'emploi dans le secteur informel. Compte tenu de la faiblesse de la protection sociale, les Mexicains n'ont guère d'autre choix que de travailler. En outre, aussi bien en Corée qu'au Mexique, la flexibilité des salaires réels a aidé à amortir une partie des pressions à l'ajustement de l'emploi au cours des périodes de récession. Dans le reste de l'OCDE, la croissance moyenne de l'emploi s'est établie à environ 11 pour cent sur les dix ans considérés.

Dans les cinq pays qui nous occupent, la production par personne employée a connu des évolutions très diverses (graphique 1.1, section C). En République tchèque et au Mexique, elle a diminué vers le milieu de la période et

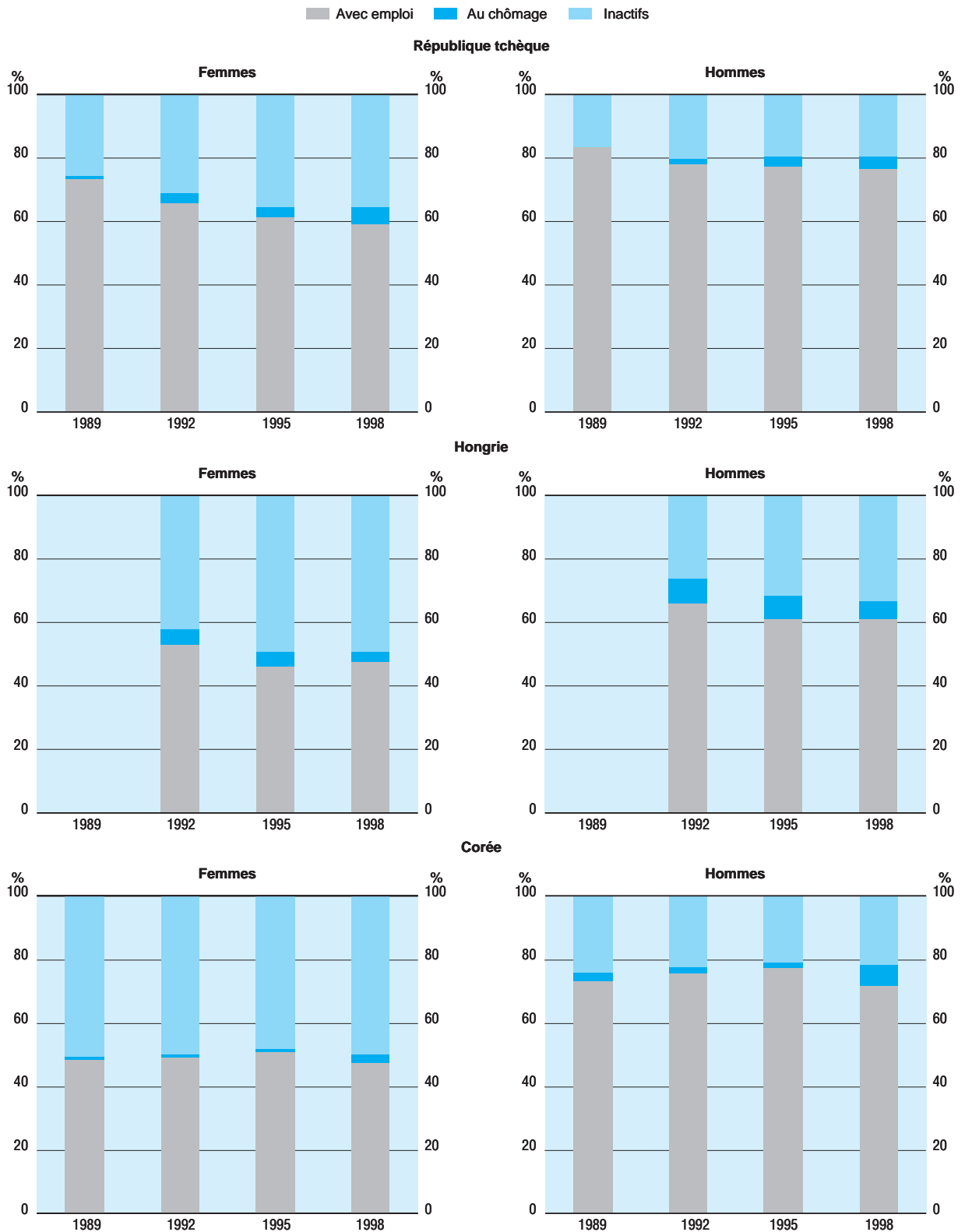
n'a jamais complètement retrouvé son niveau précédent. En 1999, dans les deux pays, le niveau était encore inférieur d'environ 2 pour cent à celui de 1989. En Hongrie et en Pologne, après une première période de recul jusqu'en 1991, la production par travailleur a sensiblement augmenté, en partie parce que les profondes restructurations ont permis d'améliorer la productivité. C'est la Corée qui a enregistré les plus forts accroissements de la production par personne employée, avec un gain d'environ 55 pour cent sur l'ensemble de la période, malgré une légère baisse sur la fin. Par comparaison, dans le reste de l'OCDE, la production par personne employée en 1999 était supérieure d'environ 15 pour cent à celle de 1989.

Offre de main-d'œuvre

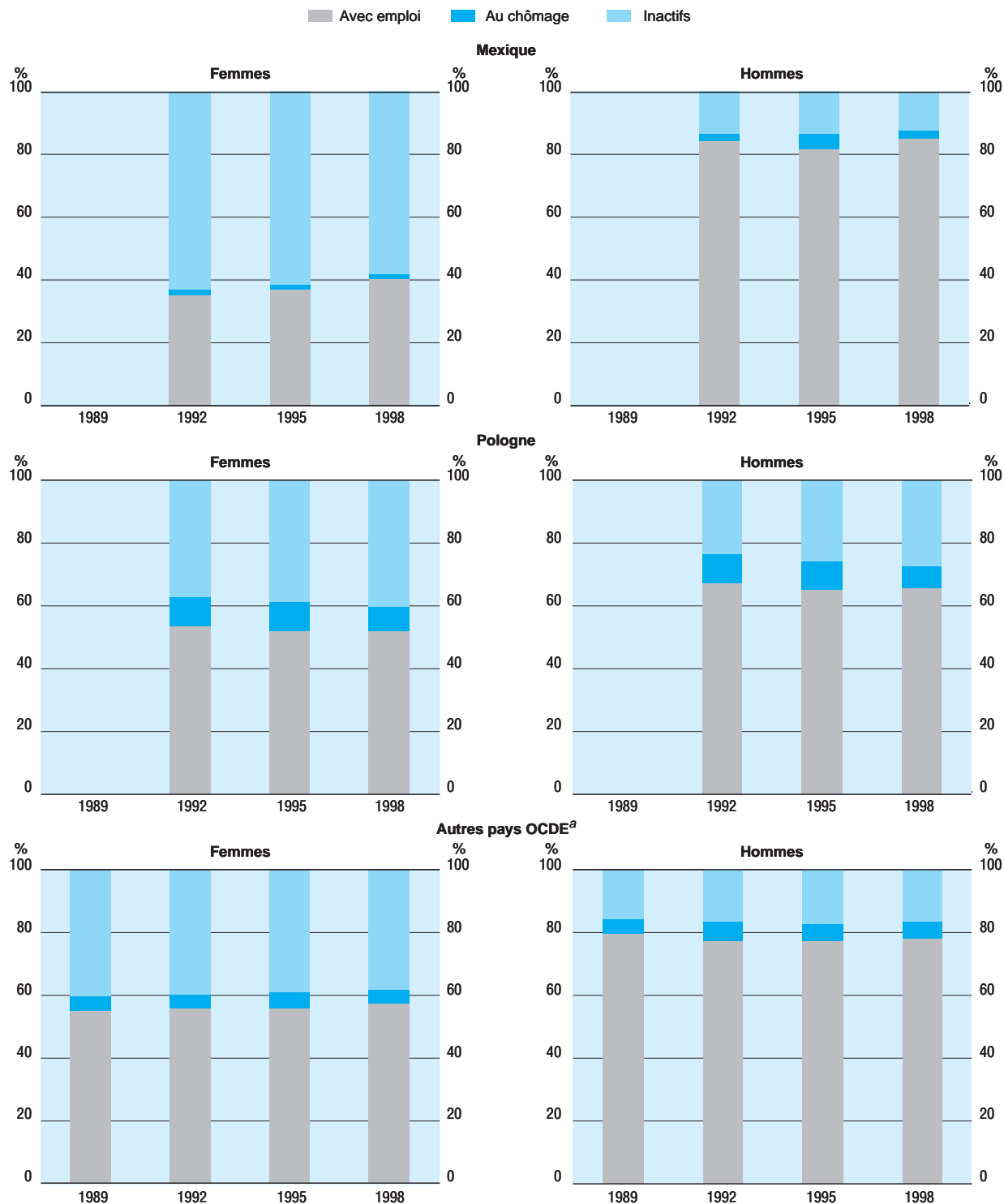
Comme le montre la section D du graphique 1.1, les trois pays d'Europe centrale et orientale n'ont pas connu de variations démographiques notables au cours de cette période. En République tchèque et en Hongrie, la population a un peu diminué, tandis qu'en Pologne elle augmentait légèrement. La Corée et le Mexique ont enregistré de forts accroissements – 10 et 22 pour cent respectivement – nettement supérieurs à la moyenne de 7 pour cent constatée pour le reste de l'OCDE. Dans les cinq pays, la part de la population d'âge actif a augmenté (graphique 1.1, section E). Le résultat net de ces deux variations a été un accroissement de la population d'âge actif dans quatre d'entre eux. Malgré cette augmentation de l'offre de main-d'œuvre, le taux d'utilisation a eu tendance à baisser, c'est-à-dire que le pourcentage de la population d'âge actif pourvu d'un emploi a diminué dans tous ces pays à l'exception du Mexique (graphique 1.1, section F).

Le graphique 1.2 montre plus en détail l'évolution dans le temps des taux d'emploi de la population d'âge actif et leur rapport à l'évolution des pourcentages de chômeurs et d'inactifs. Dans trois de ces pays, les variations de la mobilisation des ressources en main-d'œuvre ont été en grande partie déterminées par les variations de la proportion de femmes actives. En République tchèque et en Hongrie, un nombre important de femmes ont quitté la vie active. Le taux d'activité féminine en République tchèque, qui était de 74 pour cent en 1989, n'était plus que de 64 pour cent en 1998. En Hongrie, sur la même période, ce taux est descendu d'environ 58 pour cent à 51 pour cent⁷. Au Mexique, en revanche, le nombre de femmes actives a augmenté, sans toutefois atteindre un taux très élevé, environ 42 pour cent en 1998. En Corée et en Pologne, les variations au cours de la période ont été plus réduites. En 1998, les taux d'activité féminine y étaient respectivement de 50 et 60 pour cent. Par comparaison, pour le reste de l'OCDE, le taux moyen d'activité féminine était de 62 pour cent environ.

Graphique 1.2. Situation au regard de l'emploi de la population d'âge actif, par sexe
Pourcentages



Graphique 1.2. Situation au regard de l'emploi de la population d'âge actif, par sexe (suite)
Pourcentages



a) « Autres pays OCDE » désigne les pays qui étaient Membres de l'OCDE avant 1994, à l'exception de l'Autriche, de l'Islande et de la Suisse, qui ne sont pas comprises dans les moyennes faute de séries comparables pour toutes les années considérées.
Source : Base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active.

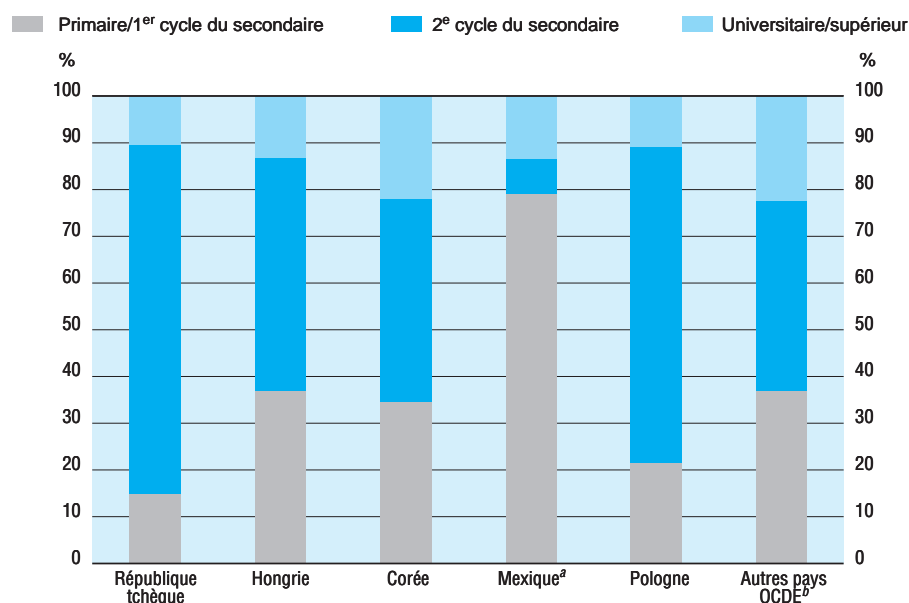
En Hongrie, entre 1989 et 1998, beaucoup d'hommes ont quitté la vie active, de sorte que les taux d'activité masculine sont tombés de 77 à 67 pour cent. Dans les autres pays, pour les années pour lesquelles on dispose de chiffres, ces variations paraissent moins marquées. A la fin de la période, les taux d'activité masculine étaient de 80 et 78 pour cent respectivement en République tchèque et en Corée, soit un peu moins que la moyenne du reste de l'OCDE, qui s'établissait à 83 pour cent. En Pologne et en Hongrie, ils étaient nettement inférieurs à la moyenne. Le Mexique, en revanche, affichait, avec 87 pour cent, l'un des taux les plus élevés.

Pour les années pour lesquelles on dispose de chiffres, la proportion de chômeurs dans la population d'âge actif a sensiblement augmenté en République tchèque et en Corée⁸. Le cas des femmes en République tchèque est particulièrement frappant : la part de la population d'âge actif qui était sans emploi est passée de presque zéro à 5 pour cent⁹. Dans les pays d'Europe centrale et orientale, la baisse des taux d'activité a en partie neutralisé l'augmentation potentielle du pourcentage de chômeurs aussi bien chez les hommes que chez les femmes. D'autre part, le graphique met en lumière les effets de la récession en Corée en 1998 et au Mexique en 1995, où les proportions de chômeurs ont été nettement supérieures à celles de l'année précédente.

Malgré la croissance du chômage, les proportions de chômeurs dans la population d'âge actif des nouveaux pays Membres étaient relativement faibles en 1998. A l'exception de la Pologne, tous ces pays enregistraient des proportions de chômage chez les femmes à peu près identiques, voire inférieures à la moyenne du reste de l'OCDE. Quant aux proportions de chômeurs chez les hommes, la Pologne se situait près de 2 points au-dessus de la moyenne, la République tchèque, la Hongrie et la Corée aux environs de la moyenne et le Mexique nettement en dessous.

La *qualité* de l'offre de main-d'œuvre potentielle est importante également, dès lors que le revenu par tête dépend du PIB par travailleur, autant que des taux d'emploi. Selon certains critères, les nouveaux pays Membres étaient assez bien placés au regard de leurs dotations en capital humain. A l'exception du Mexique, ils comptaient des proportions moyennes (Corée et Hongrie) ou supérieures à la moyenne (Pologne et République tchèque) d'adultes de 25 à 64 ans possédant un niveau d'études du deuxième cycle du secondaire ou plus (graphique 1.3). En Corée, la proportion de travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur ou universitaire était voisine de la moyenne du reste de l'OCDE. Les données sur les niveaux d'acquisition sont cohérentes avec celles des niveaux de formation et suggèrent que les dotations en capital humain de la Corée, la Hongrie et de la

Graphique 1.3. Niveau de formation de la population adulte, 1998
Pourcentage de la population âgée de 25 à 64 ans



a) 1997.

b) Moyenne non pondérée pour les autres pays de l'OCDE en 1998 (1997 pour l'Autriche, la Grèce et la Finlande).

Source : OCDE (2000b).

République tchèque leur permettent d'envisager un accroissement du PIB par travailleur. Par exemple, parmi les 23 pays pour lesquels les données sont disponibles, la Corée se classe en tête pour la moyenne des résultats en mathématiques des élèves de 8^e année [OCDE (1998e)]. La Hongrie et la République tchèque présentaient aussi, pour ce groupe d'âge, des résultats en mathématiques nettement supérieurs à la moyenne du reste de l'OCDE. En même temps, il restait des aspects à améliorer. Par exemple, au Mexique, environ 80 pour cent des adultes n'avaient pas achevé leurs études secondaires, proportion environ deux fois plus importante que dans le reste de l'OCDE. En Pologne, malgré une performance relativement bonne sur le plan des niveaux d'acquisition, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes a montré qu'une proportion assez élevée d'adultes avaient de faibles niveaux de capacités de lecture et d'écriture [OCDE et Statistique Canada (1995)].

C. Composition de l'emploi

Le tableau 1.6 présente les chiffres de la composition de l'emploi en fonction du sexe et de l'âge. Le Mexique se distingue des autres pays par la faible part des femmes dans le total et la part élevée des jeunes. Dans les autres nouveaux Membres, les proportions des deux sexes sont analogues à la moyenne du reste de l'OCDE. Pour ce qui est de l'âge, tous les nouveaux pays Membres comptent des proportions relativement élevées de travailleurs jeunes et, la Corée mise à part, des proportions beaucoup plus faibles de travailleurs âgés.

Le tableau 1.7 présente des comparaisons par type d'emploi et par taille et régime de propriété de l'entreprise. Les proportions de travailleurs salariés en République tchèque et en Hongrie sont proches de la moyenne du reste des pays de l'OCDE, tandis qu'en Corée, au Mexique et en Pologne elles sont nettement plus faibles, du fait notamment du rôle important que l'agriculture continue de jouer

dans l'emploi total de ces économies. Un nombre relativement élevé de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux non rémunérés est concentré dans ce secteur. Reliquat de la structure industrielle de l'ancienne économie planifiée, la part de l'emploi située dans les grandes entreprises reste relativement élevée dans les pays d'Europe centrale et orientale. En République tchèque et en Pologne, près de la moitié des emplois sont concentrés dans des entreprises de plus de 100 salariés. En Hongrie, plus de 20 pour cent des emplois se situent dans des entreprises de plus de 500 salariés. En Corée, la proportion est nettement plus faible. Le cas de la République tchèque et de la Pologne contraste également avec des pays de l'OCDE comme la Belgique, les Pays-Bas et l'Espagne, où en 1996 environ 60 pour cent des emplois non agricoles se situaient dans des entreprises de moins de 10 salariés. En ce qui concerne le régime de propriété des entreprises, dans quatre des nouveaux pays Membres les pourcentages de l'emploi attribués au secteur privé présentent moins de six points d'écart par rapport à la moyenne du reste de l'OCDE ; c'est en République tchèque que la part de l'emploi dans le secteur privé est la plus faible.

Le tableau 1.8 indique la composition de l'emploi et sa variation entre les neuf grands groupes sectoriels de la CITI. La section A fait apparaître des différences notables entre les nouveaux pays Membres et le reste de l'OCDE pour la répartition de l'emploi par secteur. La section B présente des estimations de la variation totale en points de pourcentage des parts de l'emploi par secteur dans chaque pays, qui montrent que d'importantes mutations sont en cours et que la répartition se rapproche de la moyenne du reste de l'OCDE.

La structure de l'emploi dans les pays d'Europe centrale et orientale est encore marquée par la période d'avant la réforme. L'économie planifiée était centrée sur l'industrie lourde et faisait moins de place au secteur des services.

Tableau 1.6. **Composition de l'emploi par sexe et par âge, 1998**

Pourcentages dans l'emploi total parmi les personnes âgées de 15 à 64 ans

| | République tchèque | Hongrie | Corée | Mexique | Pologne | Autres pays OCDE ^a |
|-------------|--------------------|---------|-------|---------|---------|-------------------------------|
| Sexe | | | | | | |
| Femmes | 43.5 | 44.8 | 40.1 | 34.1 | 44.9 | 42.8 |
| Hommes | 56.5 | 55.2 | 59.9 | 65.9 | 55.1 | 57.2 |
| Age | | | | | | |
| 15-24 | 15.0 | 15.3 | 9.5 | 27.6 | 10.8 | 6.9 |
| 25-54 | 77.2 | 79.9 | 78.1 | 64.8 | 81.7 | 81.2 |
| 55-64 | 7.8 | 4.8 | 12.4 | 7.6 | 7.4 | 11.9 |

a) « Autres pays OCDE » désigne la moyenne des 24 pays Membres de l'Organisation avant 1994.

Sources : Base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active et l'*Annuaire statistique du Portugal* (INS, 1999).

Tableau 1.7. Composition de l'emploi selon certaines caractéristiques, 1998^a

| | Pourcentages de l'emploi total | | | | | |
|---|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------------------|
| | République tchèque | Hongrie | Corée | Mexique | Pologne | Autres pays OCDE ^b |
| Situation au regard de l'emploi : | | | | | | |
| Travailleurs salariés | 86.4 ^c | 85.4 | 61.2 | 60.9 | 72.8 | 84.1 ^d |
| Travailleurs indépendants ou travailleurs familiaux non rémunérés | 13.6 | 14.6 | 38.8 | 39.1 | 35.4 | 15.9 ^d |
| Taille de l'entreprise : | | | | | | |
| 0-100 salariés | 51.9 | .. | 72.3 ^f | .. | 53.4 ^g | .. |
| 101-500 salariés | 19.4 | 79.0 ^e | 14.3 ^f | .. | 18.3 ^g | .. |
| > 500 salariés | 28.7 | 21.0 | 13.4 ^f | .. | 28.3 ^g | .. |
| Régime de propriété : | | | | | | |
| Privé | 77.8 | 92.8 ^h | 88.5 ⁱ | 86.8 ^h | 81.6 ^h | 86.8 ⁱ |
| Public ou mixte | 22.2 | 7.2 ^h | 11.5 ⁱ | 13.2 ^h | 18.4 ^h | 13.2 ⁱ |

.. Données non disponibles.

a) Ou la dernière année disponible.

b) « Autres pays OCDE » désigne la moyenne des 24 pays Membres de l'Organisation avant 1994.

c) Comprend le personnel de coopératives de production.

d) Moyenne basée sur les données de 1998, sauf pour la Belgique (1996), la Grèce (1997), le Luxembourg (1997) et le Portugal (1997).

e) Ce chiffre porte sur les entreprises de 0 à 500 employés.

f) Ces chiffres portent sur les établissements en 1997.

g) Exclut les personnes employées dans les exploitations agricoles privées.

h) 1997.

i) 1996.

j) Moyenne basée sur les données de 1997, sauf pour le Portugal (1995), la Suisse (1995) et le Royaume-Uni (1996); pour la Turquie, les données n'étaient pas disponibles.

Sources : Les données sur la situation au regard de l'emploi sont tirées de la base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active; sur la taille des entreprises, de l'Office central des statistiques de Hongrie, du ministère du Travail de la Corée (1999) et de l'Office central des statistiques de la Pologne; sur le régime de propriété, de la base de données analytique de l'OCDE, sauf pour le Mexique, pour lequel il s'agit d'estimations du Secrétariat de l'OCDE; toutes les données relatives à la République tchèque ont été fournies par l'Office statistique de la République tchèque.

Tableau 1.8. Composition sectorielle de l'emploi et son évolution récente

| | République tchèque | Hongrie | Corée | Mexique | Pologne | Autres pays OCDE ^a |
|--|--------------------|---------|-------|---------|---------|-------------------------------|
| Section A. Composition sectorielle de l'emploi en 1998 (pourcentages de l'emploi total, tous les âges) | | | | | | |
| Grands groupes de la CITI | | | | | | |
| 1. Agriculture, chasse, sylviculture, pêche | 5.5 | 7.7 | 12.2 | 19.4 | 19.2 | 6.3 |
| 2. Industries extractives | 1.8 | 0.7 | 0.1 | 0.4 | 2.5 | 0.4 |
| 3. Industries manufacturières | 27.8 | 24.9 | 19.5 | 18.3 | 20.9 | 18.4 |
| 4. Électricité, gaz et eau | 1.9 | 2.7 | 0.3 | 0.5 | 1.7 | 0.8 |
| 5. Bâtiment et travaux publics | 9.8 | 6.4 | 7.9 | 5.6 | 7.0 | 7.6 |
| 6. Commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels | 16.9 | 16.4 | 27.9 | 22.2 | 15.2 | 20.6 |
| 7. Transports, entreposage et communications | 7.9 | 8.3 | 5.9 | 4.5 | 6.2 | 5.8 |
| 8. Finance, assurance, immobilier et services aux entreprises | 7.2 | 6.8 | 9.4 | 1.0 | 5.3 | 9.9 |
| 9. Services collectifs, sociaux et personnels | 21.1 | 26.1 | 16.9 | 28.0 | 22.0 | 30.2 |
| Part totale de l'industrie (2 à 5) | 41.3 | 34.7 | 27.8 | 24.7 | 32.1 | 27.3 |
| Part totale des services (6 à 9) | 53.1 | 57.6 | 60.0 | 55.8 | 48.8 | 66.5 |
| Section B. Variation en points de pourcentage de la composition sectorielle de l'emploi, 1989-1998 ^b | | | | | | |
| Grands secteurs | | | | | | |
| 1. Agriculture, chasse, sylviculture, pêche | -6.4 | -5.6 | -8.2 | -8.2 | -10.6 | -2.4 |
| 2-5. Industrie | -5.8 | -1.4 | -7.3 | 1.8 | 0.6 | -0.6 |
| 6-9. Services | 12.1 | 7.0 | 15.5 | 6.4 | 10.0 | 3.0 |

a) « Autres pays OCDE » désigne les pays Membres de l'Organisation avant 1994. Les moyennes sont fondées sur les données de 1998, sauf pour la Belgique (1996) et la Grèce (1997). La France et le Luxembourg ne sont pas compris dans les moyennes.

b) Les chiffres indiqués ici sont à considérer comme approximatifs. Les variations sur les neuf années ont été estimées, pour les besoins de la comparaison, sur la base des variations réelles sur les périodes suivantes : 1989-1998 pour la République tchèque; 1990-1998 pour la Corée; 1991-1998 pour le Mexique; 1992-1998 pour la Hongrie; et 1993-1998 pour la Pologne.

Source : Base de données de l'OCDE sur les statistiques de la population active.

Malgré les importants changements intervenus au cours de la décennie, dans ces trois pays les parts de l'emploi situées dans les secteurs minier et manufacturier restent supérieures à la moyenne, tandis qu'elles restent relativement faibles dans certains services. Par ailleurs, on note une concentration dans l'agriculture en Corée, au Mexique et en Pologne, où les parts de l'emploi de ce secteur sont deux à trois fois supérieures à la moyenne du reste de l'OCDE. Parmi les nouveaux pays Membres, c'est la Corée qui a le secteur de services le plus important, essentiellement dans le commerce de gros et de détail, la restauration et l'hôtellerie. Au Mexique, la part de l'emploi qui correspond au secteur de la finance, de l'assurance, de l'immobilier et des services aux entreprises est particulièrement faible.

Dans les cinq pays, l'emploi s'est déplacé de l'agriculture vers les services à un rythme rapide entre 1989 et 1998 (tableau 1.8, section B). Le recul de la part de l'emploi située dans l'industrie a renforcé la montée de l'emploi dans le secteur des services en République tchèque, en Hongrie et en Corée. La croissance du secteur des services aux dépens de l'agriculture et de l'industrie s'est aussi produite dans le reste de l'OCDE, mais la redistribution sectorielle de la main-d'œuvre a été beaucoup plus forte dans les nouveaux pays Membres, de sorte que la composition sectorielle de leur emploi s'est rapprochée de celle du reste de l'OCDE¹⁰.

Le tableau 1.9 présente la ventilation de l'emploi entre les neuf grands groupes de professions de la CITP. Tous les nouveaux pays Membres présentent de nombreuses

Tableau 1.9. Composition professionnelle de l'emploi par sexe, 1998^a

Pourcentages de l'emploi total

| | République tchèque | Hongrie ^b | Corée | Mexique | Pologne | Autres pays OCDE ^{b, c} |
|--|--------------------|----------------------|-------|---------|---------|----------------------------------|
| Section A. Femmes | | | | | | |
| Grands groupes de professions de la CITP-88 | | | | | | |
| 1. Membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs et dirigeants | 3,5 | 4,8 | 0,3 | 1,4 | 4,2 | 5,9 |
| 2. Professions intellectuelles et scientifiques | 12,0 | 15,0 | 4,4 | 2,7 | 21,8 | 13,8 |
| 3. Professions intermédiaires | 22,5 | 19,3 | 8,3 | 13,5 | 22,1 | 16,5 |
| 4. Employés de type administratif | 14,9 | 14,6 | 14,1 | 10,2 | 16,7 | 20,3 |
| 5. Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché | 18,3 | 18,9 | 34,9 | 28,1 | 9,4 | 20,5 |
| 6. Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche | 2,5 | 0,2 | 13,7 | 12,1 | 0,1 | 4,2 |
| 7. Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal | 7,5 | 10,7 | 7,4 | 8,6 | 9,0 | 4,0 |
| 8. Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage | 7,0 | 5,9 | 3,4 | 5,1 | 4,2 | 4,3 |
| 9. Ouvriers et employés non qualifiés | 11,8 | 10,5 | 13,5 | 18,3 | 12,4 | 10,5 |
| Section B. Hommes | | | | | | |
| Grands groupes de professions de la CITP-88 | | | | | | |
| 1. Membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs et dirigeants | 9,2 | 7,2 | 4,1 | 2,5 | 5,9 | 10,2 |
| 2. Professions intellectuelles et scientifiques | 8,0 | 9,2 | 6,3 | 2,6 | 10,6 | 12,6 |
| 3. Professions intermédiaires | 15,0 | 9,1 | 12,2 | 9,4 | 10,0 | 12,8 |
| 4. Employés de type administratif | 2,8 | 1,0 | 10,7 | 3,5 | 5,4 | 8,2 |
| 5. Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché | 6,9 | 12,5 | 16,1 | 17,3 | 4,6 | 7,5 |
| 6. Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche | 2,1 | 5,1 | 10,6 | 29,2 | 0,5 | 4,7 |
| 7. Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal | 32,2 | 33,5 | 16,3 | 15,0 | 34,6 | 23,9 |
| 8. Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage | 17,4 | 15,4 | 15,3 | 10,0 | 20,2 | 12,4 |
| 9. Ouvriers et employés non qualifiés | 6,4 | 7,0 | 8,6 | 10,5 | 8,1 | 7,6 |

a) Les données relatives à l'Australie, à la République tchèque, à l'Irlande, au Mexique et à la Nouvelle-Zélande sont celles de 1997.

b) Les données relatives à l'Australie, la Hongrie et à la Nouvelle-Zélande portent sur la population active civile occupée.

c) «Autres pays OCDE» désigne les pays Membres de l'Organisation avant 1994, à l'exclusion du Canada, du Japon, de la Suisse, de la Turquie et des États-Unis.

Sources : BIT, *Annuaire des statistiques de travail* (1998) pour la République tchèque, le Mexique, l'Australie, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande; enquête sur la population active pour la Hongrie; enquête sur la population économiquement active pour la Corée; bases de données BAEL pour la Pologne; et EUROSTAT, enquête communautaire sur les forces de travail pour tous les membres de l'Union européenne à l'exception de l'Irlande.

différences par rapport à la moyenne du reste de l'OCDE. Dans chacun d'eux, par exemple, au moins cinq catégories par sexe (sur les 18 indiquées au total) accusent un écart d'au moins cinq points par rapport à la moyenne du reste de l'OCDE. Dans les pays d'Europe centrale et orientale, les parts de l'emploi correspondant aux professions liées à l'industrie, y compris les artisans, conducteurs de machines et ouvriers de l'assemblage, sont supérieures à la moyenne. En Corée et au Mexique, les concentrations de personnel des services et de vendeurs ainsi que de travailleurs qualifiés de l'agriculture et de la pêche sont relativement élevées. En fait, au Mexique, la part des travailleurs masculins appartenant à cette dernière catégorie était supérieure de plus de 24 points à la moyenne du reste de l'OCDE ; pour les professions intellectuelles et scientifiques elle était inférieure à la moyenne dans les cinq nouveaux pays Membres. En ce qui concerne les femmes, la proportion dans les professions intellectuelles et scientifiques était particulièrement faible en Corée et au Mexique. D'autre part, à l'exception des hommes en Corée, la part des employés administratifs, des membres du corps législatif et des cadres supérieurs était faible dans les cinq pays.

Conclusions

Les années 90 ont été pour les cinq nouveaux pays Membres de l'OCDE une période de mutation économique rapide, avec les tensions que cela implique, et leurs statistiques du marché du travail dénotent des changements structurels majeurs en même temps qu'une résilience considérable dans un contexte économique souvent difficile. Les évolutions ont été contrastées. Certaines ont été

encourageantes : en Hongrie, en Corée et en Pologne, la croissance de la production par personne employée a été supérieure à la moyenne, et au Mexique le taux d'emploi de la population d'âge actif a sensiblement augmenté. D'autres évolutions ont été moins positives : baisse des taux d'emploi en République tchèque, en Hongrie et en Pologne, et recul de la production par personne employée en République tchèque et au Mexique. En 1998, les cinq pays restaient groupés vers le bas du classement des pays de l'OCDE pour la production par habitant, en raison de la faiblesse à la fois des taux d'emploi (sauf en République tchèque) et de la production par personne employée. Il semble probable que pour une grande part les résultats à long terme des importantes réformes économiques récemment intervenues dans ces cinq pays sont encore à venir.

Pour certains aspects de la composition de l'emploi, les cinq nouveaux pays Membres sont encore substantiellement du reste de l'OCDE. Par exemple, dans les cinq pays, les jeunes travailleurs représentent une part de l'emploi supérieure à la moyenne et en Hongrie, en Corée et au Mexique, la part des femmes dans l'emploi est nettement inférieure à la moyenne du reste de l'OCDE. On observe aussi des différences sensibles dans la composition professionnelle de l'emploi. Mais à certains égards, par exemple pour la part de l'emploi dans le secteur privé, ces pays se sont beaucoup rapprochés de la moyenne des autres pays Membres. S'il subsiste d'importantes différences dans la composition de l'emploi par branche, les écarts se réduisent. Dans la mesure où cette évolution s'accompagne d'une croissance de l'emploi dans des secteurs plus productifs, elle peut contribuer aux efforts de rattrapage économique des nouveaux pays Membres.

NOTES

1. Les dates d'adhésion ont été les suivantes : Mexique (18 mai 1994), République tchèque (21 décembre 1995), Hongrie (7 mai 1996), Pologne (22 novembre 1996) et Corée (12 décembre 1996). La précédente adhésion était celle de la Nouvelle-Zélande en mai 1973.
2. Dans toute cette section, l'expression « le reste de l'OCDE » désigne les 24 pays Membres de l'OCDE avant 1994.
3. En pourcentage de la moyenne de l'OCDE, les ratios emploi/population des nouveaux pays Membres se sont échelonnés entre 77 pour cent (en Hongrie) et 105 pour cent (en République tchèque), et leur production par personne employée entre 38 pour cent (en Pologne) et 60 pour cent (en Corée).
4. Faute d'indicateurs statistiques suffisants, il est difficile de suivre ces évolutions sur le moyen terme. Le développement et la restructuration de l'économie ont conduit ces pays à prendre des mesures pour améliorer leurs systèmes statistiques et les mettre aux normes de l'OCDE, afin de pouvoir assurer le suivi de situations d'une complexité croissante. Toutefois, la République tchèque, la Hongrie, le Mexique et la Pologne ne disposant pas encore d'indicateurs strictement comparables, notamment pour les statistiques de la population active au début de la période considérée, pour le graphique 1.1, là où il y avait des lacunes, on a procédé à des estimations (voir à l'annexe 1.A les sources et les détails de ces estimations).
5. L'exposé que fait la présente section de la situation économique des différents pays s'inspire largement des *Études économiques de l'OCDE* citées dans la bibliographie à la fin du chapitre.
6. Un exemple particulièrement marquant en est l'extension en 1998 du système coréen d'assurance-emploi aux travailleurs de toutes entreprises (jusqu'à les entreprises de moins de 30 salariés en étaient exemptées). Ce régime assure la sécurité de l'emploi, la formation professionnelle et l'indemnisation du chômage et couvre aujourd'hui la plupart des travailleurs, avec toutefois quelques exceptions marquantes (par exemple les salariés à temps partiel qui ne travaillent qu'un faible nombre d'heures).
7. Pour la Hongrie, les taux d'activité masculine et féminine de 1989 sont des estimations fournies par l'Office central des statistiques. Pour le Mexique et la Pologne, les chiffres de la même année n'étaient pas disponibles.
8. Les taux de chômage présentés dans le graphique 1.2 sont plus faibles que les taux de chômage conventionnels, car ils expriment le chômage non en pourcentage de la population active, mais en pourcentage de la population d'âge actif. En 1998, les taux de chômage conventionnels s'établissaient comme suit, pour les femmes : République tchèque (8.2), Hongrie (6.9), Corée (5.8), Mexique (3.6), Pologne (12.6), reste de l'OCDE (7.8 en moyenne non pondérée) ; pour les hommes : République tchèque (5.0), Hongrie (8.1), Corée (7.9), Mexique (2.6), Pologne (9.5), reste de l'OCDE (6.5 en moyenne non pondérée).
9. Dans les économies planifiées, le chômage était rare, car les employeurs étaient fortement incités à accumuler les sureffectifs, et l'État appliquait des mesures sévères, renforcées par la pression sociale, pour obliger les individus d'âge actif à travailler.
10. Le Mexique diffère de la moyenne du reste de l'OCDE en ce sens que la part industrielle de l'emploi y a augmenté de près de 2 pour cent, mais en fait cela marque une convergence vers une structure de l'emploi plus comparable à celle observée dans les autres pays, puisqu'au début de la période, la part industrielle de l'emploi au Mexique était inférieure à la moyenne.

Annexe 1.A

**Sources et méthodes utilisées pour suivre
l'évolution du marché du travail dans les
nouveaux pays Membres de l'OCDE**

Le tableau 1.A.1 indique les sources de données utilisées pour l'analyse des tendances présentées au graphique 1.1. Il n'existe pas d'indicateurs strictement comparables pour la République tchèque, la Hongrie, le Mexique et la Pologne, en particulier pour les statistiques de la population active des premières années. Lorsqu'il y a des interruptions dans la série de données standard de l'OCDE, on a estimé les valeurs manquantes pour les premières années (ainsi que les valeurs non encore

disponibles pour les années les plus récentes). La technique a consisté à extrapoler ces valeurs à partir des séries de données de référence de l'OCDE, en fonction des tendances observées pour les séries substitutives d'autres sources. On a par ailleurs interpolé pour deux années les données de la population au Mexique. Le tableau 1.A.1 indique quelles sont les valeurs estimées et les séries substitutives utilisées pour effectuer ces estimations.

Tableau I.A.1. Sources utilisées pour le graphique 1.1^{a, b}

| | Population | Population d'âge actif | Total de l'emploi | Emploi de 15 à 64 ans | Production (PIB réel) | Notes |
|--------------------|--|---|---|--|---|---|
| République tchèque | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, celles de MEI-OLFS. | Pour 1989-92, on a utilisé la tendance de l'emploi total; pour 1993-99, on a utilisé les données OCDE-LFS. | Pour estimer 1989-90, on a utilisé OSRT (1998, pp. 34-35). Pour 1991-99, on a utilisé les données ADB. | Les données relatives à l'emploi total se réfèrent aux personnes âgées de 15 ans et plus. |
| Hongrie | Pour 1992-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1989-91 et 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | Pour 1992-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1989-91 et 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | Pour 1989-91, on a utilisé les valeurs OCSH (1994, p. 122); pour 1992-99, on a utilisé les données OCDE-LFS. | Pour estimer 1989-91, on a utilisé la tendance de l'emploi total, pour 1992-99 on a utilisé les données fournies par l'Office central des statistiques de la Hongrie. | Office central des statistiques de la Hongrie. | Les données relatives à l'emploi total se réfèrent aux personnes âgées de 15 à 74 ans. |
| Corée | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | OCDE-LFS. | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, celles de MEI-OLFS. | OCDE-LFS. | ADB. | Les données relatives à l'emploi total se réfèrent aux personnes âgées de 15 ans et plus. |
| Mexique | Pour 1990, 1992-95 et 1997, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1989 et 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies; pour 1991 et 1996 ce sont des interpolations. | Pour 1989-90, 1992-95 et 1997-99, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1991 et 1996 ce sont des interpolations. | Pour estimer 1989-90, on a utilisé INEGI (1997, p. 48); pour 1991-98 on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1999 on a utilisé la tendance de la série « emploi total » de l'ADB. | Pour estimer 1989-90, on a utilisé les valeurs INEGI (1997, p. 48); pour 1991-98 on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1999 on a utilisé la tendance de la série « emploi total » de l'ADB. | ADB. | Les données relatives à l'emploi total se réfèrent aux personnes âgées de 15 ans et plus. L'estimation des séries d'emploi a été calculée en utilisant la variation du nombre de postes salariés. |
| Pologne | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | Pour estimer 1989-1991, on a utilisé les valeurs du BIT (1998, p. 112); pour 1992-97, on a utilisé les données OCDE-LFS ; pour 1998, celles de MEI-OLFS; pour 1999, celles de l'ADB. | Pour estimer 1989-91, on a utilisé les tendances de l'emploi total, pour 1992-98, on a utilisé les données OCDE-LFS ; pour 1999 on a utilisé la série « emploi total » de l'ADB. | Pour estimer 1989, on a utilisé les données du WDI; pour 1990-99, on a utilisé les données ADB. | Les données relatives à l'emploi total se réfèrent aux personnes âgées de 15 ans et plus. |
| Autres pays OCDE | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | Pour 1989-97, on a utilisé les données OCDE-LFS; pour 1998-99, et 1997 pour la Belgique, la Grèce et l'Islande, on a utilisé les estimations et projections de la population établies par les Nations Unies. | Pour 1989-99, on a utilisé les données OCDE-LFS, sauf pour la Suisse pour laquelle on a pris les données ADB; pour 1998-99 pour la France, la Grèce, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et le Portugal et 1997-99 pour la Belgique, on a pris les estimations et projections établies par les Nations Unies. | Pour 1989-99, on a utilisé les données OCDE-LFS, sauf pour 1989 pour la Norvège et 1989-90 et 1996 pour la Suisse, pour lesquelles on a utilisé les données ADB. | ADB; les pondérations par pays sont tirées des <i>Perspectives économiques</i> de juin 1999, (p. 246). | 1. Les pondérations par pays utilisées pour le calcul du PIB moyen sont relatives au PIB de 1991 et exprimées en parités de pouvoir d'achat. 2. Les données relatives à l'emploi total se réfèrent aux personnes âgées de 15 ans et plus à l'exception de la Norvège, de la Suède et des États-Unis (16 à 74 ans). |

a) Les séries de référence sont indiquées en caractère gras.

b) ADB désigne la base de données analytique du Département des Affaires économiques de l'OCDE; MEI-OLFS désigne la base de données des principaux indicateurs économiques de l'OCDE; OCDE-LFS désigne la base de données des enquêtes de population active de l'OCDE; WDI désigne la base de données des indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

- BIT (1998),
Annuaire des statistiques du travail, Bureau international du travail, Genève.
- Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática – INEGI (1997),
Anuario Estadístico de los Estados Unidos Mexicano, Mexico.
- Institut national de la statistique – INS (1999),
Annuaire statistique du Portugal, Lisbonne.
- Ministère du Travail, République de Corée (1998),
Annuaire des statistiques du travail, Séoul.
- OCDE (1996a),
Études économiques de l'OCDE : Mexique, Paris.
- OCDE (1996b),
Études économiques de l'OCDE : Pologne, Paris.
- OCDE (1997),
Études économiques de l'OCDE : Hongrie, Paris.
- OCDE (1998a),
Études économiques de l'OCDE : République tchèque, Paris.
- OCDE (1998b),
Études économiques de l'OCDE : Corée, Paris.
- OCDE (1998c),
Études économiques de l'OCDE : Mexique, Paris.
- OCDE (1998d),
Études économiques de l'OCDE : Pologne, Paris.
- OCDE (1998e),
Regards sur l'éducation – Les indicateurs de l'OCDE, Paris.
- OCDE (1999a),
Études économiques de l'OCDE : Hongrie, Paris.
- OCDE (1999b),
Études économiques de l'OCDE : Mexique, Paris.
- OCDE (1999c),
Perspective de l'emploi, Paris.
- OCDE (1999d),
L'OCDE en chiffres, juillet, Paris.
- OCDE (1999e),
La réforme de la réglementation au Mexique, Paris.
- OCDE (2000a),
Études économiques de l'OCDE : République tchèque, Paris.
- OCDE (2000b),
Regards sur l'éducation – Les indicateurs de l'OCDE, Paris.
- OCDE et Statistique Canada (1995),
Littératie, Économie et Société – Résultats de la première Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, Paris et Ottawa.
- Office central des statistiques de Hongrie – OCSH (1994),
Annuaire des statistiques économiques : 1992, Budapest.
- Office des statistiques de la République tchèque – OSRT (1998),
Annuaire des statistiques de la République tchèque, Prague.